

Le 03/03/2017

Face aux critiques de Frontex, notre devoir est de continuer à sauver des vies

Depuis quelques semaines, Frontex, l'agence de protection des frontières européennes distille ses critiques à l'égard des ONG qui mènent des opérations de sauvetage en mer Méditerranée. Les équipes de SOS MEDITERRANEE ne peuvent rester silencieuses face aux allégations émises(1).

Regardons les faits. Avec plus de 4.576 victimes comptabilisées en 2016 et déjà 444 depuis le début de l'année, la Méditerranée centrale reste l'axe migratoire le plus mortel au monde. L'Organisation Internationale des Migrations estime que les traversées de la Méditerranée ont provoqué 46.000 morts depuis le début des années 2000(2). C'est une catastrophe humanitaire qui se déroule aux portes de l'Europe depuis plus de 15 ans. Or à ce jour, il n'y a toujours pas de dispositif institutionnel de sauvetage à la mesure des besoins en Méditerranée centrale.

Le droit maritime et les conventions internationales sont extrêmement clairs : tout navire en mer a le devoir de secourir une embarcation en détresse(3). Porter secours aux milliers de personnes en danger de mort est une obligation légale.

Marins, humanitaires, simples citoyens européens, nous partageons cette conviction : porter assistance à une personne en danger est également une obligation morale, c'est notre responsabilité partagée. Laisser sciemment mourir des personnes qui recherchent protection et sécurité est une négation de nos valeurs, celles-là même qui portent le projet européen. Une négation des fondements de l'humanité. Nous ne pouvons nous y résoudre. Nous avons fondé SOS MEDITERRANEE lorsque l'Europe a mis fin, de manière délibérée, à la vaste opération de sauvetage Mare Nostrum menée pendant un an par la Marine italienne. Nous avons créé(4) une association de sauvetage civile et européenne face à la défaillance des Etats européens dans la gestion de cette crise. Grâce à une mobilisation exceptionnelle de la société civile et aux contributions de milliers de donateurs, nous avons pu affréter un navire de sauvetage, l'Aquarius.

Depuis le 26 février 2016, notre navire sillonne sans relâche les eaux internationales entre la Libye et l'Italie, en coordination constante avec les autorités italiennes. Répondant aux obligations légales et aux instructions du Maritime Rescue Coordination Center basé à Rome, nos équipes de sauveteurs ont secouru 9.339 personnes lors de 70 opérations de sauvetage ; en plus des 4.329 rescapés transbordés depuis d'autres navires, ce sont au total 13.668 hommes, femmes et enfants qui ont été accueillis à bord de l'Aquarius(5).

Depuis un an, nous sommes les témoins de l'absence criante de moyens de sauvetage au large des côtes libyennes. Après ce triste record de 5079 morts en Méditerranée sur l'année 2016, l'Aquarius est resté seul navire civil de sauvetage sur zone pendant une bonne partie de l'hiver. Submergées par le nombre de signalements de détresse transmis par Rome, nos équipes n'ont pas pu faire face à l'afflux d'embarcations en danger. Bon nombre d'entre elles ont disparu ces dernières semaines sans que personne ne puisse leur porter secours.

Que sous-entend Frontex lorsque son directeur affirme qu'« il faut éviter de soutenir l'action des réseaux criminels et des passeurs en Libye en prenant en charge les migrants de plus en plus près des côtes libyennes » ?

Faudrait-il quitter les zones de détresse que nous sillonnons, dans les eaux internationales face aux côtes libyennes, et laisser les gens mourir en mer ? Doit-on comprendre que les navires civils de sauvetage participent à l'action criminelle des passeurs ? Qu'en est-il de tous ces autres navires qui honorent le code de déontologie de la mer en procédant également à des opérations de sauvetage, les navires marchands, ceux des garde-côtes italiens, et les navires militaires de Sophia présents sur zone - sont-ils, eux aussi, coupables ? L'agence européenne nous demande-t-elle d'arrêter de secourir ceux qui se noient, ou de décroître en efficacité ?

SOS MEDITERRANEE est une organisation humanitaire et notre mission est de sauver des vies. Nous sommes les premiers témoins de la détresse de ces exilés. Ils mettent leur vie en danger en mer après avoir fui une situation de

guerre, de famine, de misère ; après avoir été piégés dans les réseaux de traite humaine, dans les camps de l'enfer libyen. A l'heure actuelle, en l'absence de voies de passage sûres vers l'Europe, ils n'ont d'autre alternative que de prendre la mer.

Nous exhortons tous les Etats, toutes les institutions, toutes les agences à considérer la préservation de la vie humaine comme une priorité absolue, quels que soient les défis et les enjeux qui s'offrent à nos sociétés. De nouveaux moyens de sauvetage doivent impérativement être mis en place pour sauver des vies. SOS MEDITERRANEE poursuivra sa mission, tant que le besoin sera là.

(1) Voir notamment l'interview du directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, le 27 février dans le quotidien allemand Die Welt, reprise dans la presse française

(2) Voir les données sur les traversées de Méditerranée sur le site de l'OIM Missing migrants : <https://missingmigrants.iom.int>

(3) Voir les conventions UNCLOS, SAR et SOLAS

(4) La Marine italienne a lancé en novembre 2013 une vaste opération de sauvetage qui a permis de secourir 150.000 personnes, et s'est achevée en novembre 2014 sous les pressions de l'Union européenne, refusant de partager les coûts de cette opération avec l'Italie.

(5) Données au 1er mars 2017.